

Elections municipales : le mécontentement et les exigences populaires s'expriment...

mardi 11 mars 2008, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mars 2008).

Tract national LCR du 10 mars 2008.

La soirée électorale à la télé, au soir du premier tour des élections municipales, était symptomatique du climat social et politique dans le pays. Jusqu'au dernier moment, France 2 ne savait pas s'il lui serait possible d'assurer cette soirée du fait de la grève des techniciens qui défendent le respect de leur convention collective. Les grévistes s'invitaient, de fait, dans le débat politique comme le mécontentement populaire a su utiliser, dans tout le pays, les élections pour s'exprimer dans les urnes.

Un camouflet pour la droite

Et c'est bien un camouflet que Sarkozy et ses amis ont reçu. Certes, le discrédit des grands partis institutionnels, le manque de confiance dans la gauche gouvernementale, le sentiment d'impuissance face à la politique du patronat et de la droite ont entraîné une forte abstention dans bien des quartiers populaires. Les revers de la droite en ont été atténués, mais c'est bien la politique réactionnaire et anti-ouvrière du gouvernement qui a été sanctionnée. Les Fillon, Rachida Dati et autres ministres se bousculent maintenant pour expliquer que tout cela relève d'élections locales, que le gouvernement n'a pas été désavoué, qu'il faut continuer les réformes, c'est-à-dire les attaques contre le monde du travail et la population. Ils ferment les yeux et se bouchent les oreilles, mais c'est bien leur politique de régression sociale qui a été condamnée. La hausse des prix, la stagnation des salaires, la précarité qui s'aggrave, les licenciements, les petits boulots payés en dessous du Smic qui se multiplient, toute cela devient insupportable.

La colère pousse la gauche

La volonté de faire de son bulletin de vote un avertissement contre la politique du gouvernement a permis à la gauche de remporter une victoire. Mais à peine cette victoire obtenue, les dirigeants du PS, en particulier Ségolène Royal, appellent à faire des accords pour le deuxième tour avec le Modem de Bayrou. Au lieu de se tourner vers les travailleurs et les classes populaires, ils se tournent vers la droite parce qu'ils craignent les mobilisations qui s'annoncent. Ils agissent comme s'ils voulaient éviter à tout prix que leur succès ne soit trop perçu comme un encouragement à ces mobilisations. C'est bien pourtant elles, et elles seules, qui peuvent réellement contraindre le patronat et la droite à céder. Alors, oui, dimanche prochain, au deuxième tour, il faut infliger un nouveau camouflet à la droite, parce que sa défaite sur le terrain électoral encouragera les luttes, contribuera à un mouvement de l'ensemble des travailleurs. Cette défaite électorale sera le prélude de sa défaite sociale.

Porter les exigences du monde du travail

C'est ce que, durant cette campagne municipale, les candidats présentés ou soutenus par la LCR ont

dit. Ils ont été, sur plus de 200 listes, les porte-parole des exigences de la population : la défense des retraites, des salaires, 300 euros pour tous, pas de salaires inférieurs à 1500 euros, l'interdiction des licenciements, le blocage des loyers et des charges... Ils ont, le plus souvent, recueilli plus de 5% des voix, parfois plus de 10%. A travers eux, comme à travers leur porte-parole, Olivier Besancenot, se sont exprimées la détermination et les aspirations d'une large fraction du monde du travail et de la jeunesse. Ils entendent continuer à agir dans ce sens sur les lieux de travail, dans les quartiers, dans la rue pour que le large courant politique qui s'est exprimé en votant pour eux se rassemble, s'organise, donne naissance à un nouveau parti des travailleurs.

Dimanche, dans les urnes, il nous faut battre la droite pour, demain, la battre dans la rue.